

OTC

« La France, un médiateur naturel au service du rapprochement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan »

Jérôme Lambert, député de la Charente, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et membre de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, défend l'idée qu'il est du devoir de la France de jouer un rôle de médiateur entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

La victoire du premier ministre Nikol Pachinian aux élections générales qui viennent de se dérouler en [Arménie](#) lui a permis de reprendre ses fonctions avec une majorité large et solide.

De nature plutôt modérée et pragmatique, Pachinian s'est retrouvé dans le passé à devoir faire des concessions à ses propres « ultras » dont la seule vision pour leur nation est l'isolement couplé de griefs éternels contre la Turquie. [L'Arménie](#) est maintenant à la croisée des chemins. Le pays continuera-t-il à poursuivre son programme historique autodestructeur d'isolement régional, ou s'engagera-t-il sur la voie de la paix et la réconciliation ?

Une paix durable n'est toujours pas réglée

Sur cette question, la France a un important devoir à remplir. Pendant près de trois décennies, notre pays a occupé l'une des trois coprésidences du Groupe de Minsk de l'OSCE : il était chargé, aux côtés de la Russie et des États-Unis, de permettre une résolution pacifique de l'occupation militaire arménienne du Karabakh, une zone importante de [l'Azerbaïdjan](#). L'échec diplomatique de ce groupe a été l'un des facteurs dans la guerre entre les deux voisins, qui s'est terminée l'année dernière par le rétablissement de la souveraineté

azerbaïdjanaise. Mais une paix durable n'est toujours pas réglée, et la France a désormais la possibilité d'agir.

L'enjeu n'est pas seulement l'avenir du Caucase du Sud, mais aussi la réputation internationale de la France en tant qu'intermédiaire. Ces dernières années et ces derniers mois, on peut supposer que l'efficacité du lobby de la diaspora arménienne, bien organisé sur notre territoire, a pu affaiblir la capacité de notre pays à remplir son rôle de médiateur impartial. Pendant ce temps, les États-Unis ont poursuivi un programme neutre et équilibré – un mois reconnaissant officiellement le génocide arménien, le mois suivant tentant de persuader l'Arménie de remettre les cartes des vastes zones de mines terrestres qui sont l'héritage tragique de son occupation du Karabakh.

La France doit rééquilibrer son approche de la région

La France doit maintenant chercher à rééquilibrer son approche de la région. Ce faisant, elle dispose d'un atout majeur : son soutien indéfectible à l'Arménie lui a donné une certaine influence à Erevan, et c'est ce levier que la France doit désormais utiliser. Les Français ont une longue et amère expérience des conflits avec leurs voisins, mais ils savent aussi que la coopération économique et la prospérité partagée peuvent surmonter les épisodes les plus traumatisants de l'histoire. Encourager et soutenir la coopération économique transfrontalière doit désormais devenir une priorité de la politique française du Caucase du Sud.

Pour le moment, l'économie arménienne reste paralysée. Trois de ses quatre frontières internationales sont fermées au commerce – avec la Turquie, l'Azerbaïdjan et même sa nation sœur, la Géorgie chrétienne. Seule la quatrième – avec l'Iran – est ouverte. Au nord, l'Arménie reste extrêmement dépendante d'une Russie dont les intérêts sont mieux servis en gardant l'Arménie vulnérable et dépendante. Le moment est venu de normaliser le Caucase du Sud, de rouvrir les frontières et de rétablir des liaisons de transport vitales.

Sécuriser les bases économiques d'une paix durable

Outre l'importante question de la réputation diplomatique de la France, des intérêts économiques directs français sont en jeu. Le Caucase du Sud, si longtemps freiné par le problème du Karabakh, peut désormais aller de l'avant. L'opportunité d'investissement dans la région – notamment dans le territoire dévasté du Karabakh lui-même – est énorme, la puissante économie de l'Azerbaïdjan garantissant le rétablissement des infrastructures vitales pour

permettre le retour d'un million de réfugiés internes dans leur pays d'origine. Mines, agriculture, énergie verte, transports, tourisme : ce ne sont là que quelques-uns des nombreux secteurs qui accueillent actuellement les investissements internationaux. La France peut à la fois restaurer sa crédibilité en tant que médiateur indépendant, contribuer à sécuriser les bases économiques d'une paix durable et promouvoir les intérêts commerciaux des entreprises françaises dans la région.

Jusqu'à présent, l'Arménie a envoyé des signaux négatifs ou, au mieux, ambigus à ses voisins. Il est dans l'intérêt de la France d'encourager l'Arménie à sortir de l'isolement. La clé pour libérer le potentiel de la région se trouve à Erevan, et Erevan écoute Paris. Par ses canaux politiques, diplomatiques et économiques, il est temps pour Paris de faire entendre sa voix.

2. Les Nouvelles d'Arménie

26 juillet 2021

[Les États-Unis rejettent le recours à la force aux frontières, l'Ambassadrice \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les États-Unis rejettent le recours à la force aux frontières, l'Ambassadrice américain Lynn Tracey a visité la frontière arméno-azérie près de Verin Shorja dans la région de Gegharkounk

Lynn Tracey l'ambassadrice des États-Unis en Arménie, accompagnée de représentants du ministère arménien de la Défense, a visité la région de Gegharkounik aujourd'hui 26 juillet. Le commandant de l'unité militaire, le général de division Arayik Harutyunyan a présenté à la diplomate américaine la situation à la frontière arméno-azérie. La délégation s'est rendue au village frontalier de Varin Shorja dans la région de Gegharkounik (Arménie).

Un responsable du département des relations publiques du ministère arménien de

la Défense a déclaré que l'ambassadrice Lynn Tracey avait réaffirmé la préoccupation des États-Unis concernant les incidents le long de la frontière arméno-azérie. Elle souligna que les États-Unis rejetaient le recours à la force sur les zones frontalières.

L'ambassadrice américaine a également souligné que les États-Unis, en tant que coprésident du Groupe de Minsk de l'OSCE, restent profondément attachés au processus de collaboration avec toutes les parties pour parvenir à une solution politique à long terme au conflit du Haut-Karabagh (Artsakh). Dans le même temps Lynn Tracy a rappelé que les États-Unis demandent aux parties à reprendre les pourparlers avec les coprésidents du groupe de Minsk dès que possible.

Krikor Amirzayan

3.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

[Quand la Russie se fait l'avocate des chrétiens d'Orient... - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com/fr/actualites/10482-quand-la-russie-se-fait-l-avocate-des-chretiens-d-orient...)

Quand la Russie se fait l'avocate des chrétiens d'Orient...

Le ministre russe des affaires étrangères Sergueï Lavrov a renoué avec une certaine tradition tsariste pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le sort des chrétiens d'Orient. Dans le droit fil d'une diplomatie russe qui, au tournant des 19^e et 20^e siècles, se posait en défenseur des populations chrétiennes opprimées et persécutées par l'Empire ottoman, S. Lavrov a appelé la communauté internationale à prendre des mesures pour mettre fin aux persécutions des chrétiens au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dans une interview accordée lundi 26 juillet à la chaîne Rossiya-24 TV. Dénonçant le silence assourdissant selon lui des instances internationales sur la situation alarmante des communautés chrétiennes dans les régions citées, S. Lavrov a indiqué que le ministère russe des affaires étrangères et l'Eglise orthodoxe de Russie avaient de nombreux projets commun, dont l'un, et non des moindres, vise à proposer des mesures spéciales en vue de protéger les chrétiens, plus particulièrement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Un forum spécial dédié à la défense des chrétiens a été organisé à l'initiative conjointe du Département des relations avec les autres Eglises du Patriarcat de Moscou en marge des événements préparés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Conseil des droits de l'homme des Nations unies (UNHRC).

« [Le forum] réunit des interlocuteurs partenaires du Vatican, du Saint Siège, des ministères des affaires étrangères d'Arménie, de Hongrie, de Biélorussie, du Liban et d'autres pays, qui voient un risque pour l'existence normale, sereine et sûre des Chrétiens dans le Moyen-Orient », a commenté S. Lavrov. « Des centaines de milliers d'entre eux ont fui après que la démocratie a été imposée là-bas. D'abord en Irak, puis en Libye et en Syrie. La population chrétienne souffre plus particulièrement du conflit syrien. La République arabe syrienne est l'un des berceaux de la chrétienté. Il faut élever la voix de sorte que la communauté internationale non seulement s'intéresse à ce problème, mais prenne des mesures particulières pour faire cesser les persécutions de chrétiens », a souligné S. Lavrov, en décochant des flèches au passage à l'OSCE, qu'il a accusée de "christianophobie". Le message du chef de la diplomatie russe est on ne peut plus clair, et son plaidoyer en faveur des chrétiens d'Orient persécutés se double d'une charge contre les démocraties occidentales. Les chrétiens d'Orient n'ont aucune aide à attendre de ces démocraties occidentales dont les interventions dans la région, sous couvert de défense des droits de l'homme et de démocratie, n'auraient fait au contraire qu'aggraver la situation. La Russie, au contraire, nous explique S. Lavrov, est en mesure de les protéger, préférant les actes à ces belles paroles proférées par les Occidentaux qui n'apportent que le chaos et menacent l'existence même de communautés chrétiennes déjà vulnérables. En lisant entre les lignes, on comprend mieux pourquoi la Russie a été si peu prodigue de cette aide que son allié chrétien arménien était pourtant tenu d'attendre d'elle, lorsqu'il était attaqué par l'Azerbaïdjan musulman soutenu par la Turquie, et pourquoi, encore aujourd'hui, elle est tentée de renvoyer dos à dos les deux Républiques du Sud Caucase... pour avoir succombé aux sirènes de la démocratie occidentale dont son premier ministre Nikol Pachinian, reprenait le chant, l'Arménie s'est retrouvée livrée à elle-même et a dû s'incliner devant son ennemi azéri au Karabagh, où la Russie est intervenue in extremis, en sauveur, pour sauver ce qui restait du territoire arménien ! Punis et humiliés, les Arméniens chrétiens ne peuvent donc s'en prendre qu'à eux-mêmes pour avoir perdu la guerre, et doivent s'engager sur la voie de la rédemption pour retrouver grâce aux yeux de la Russie qui, tout en se posant en défenseur des chrétiens, pactise avec ceux qui les persécutent, Azéris ou Turcs, ou leurs alliés, tel le premier ministre hongrois Viktor Orban, qui se pose lui-même en ultime rempart du christianisme en Europe !

4.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

[Propos encourageants de l'Ambassadeur de France en Arménie, par Marc \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Propos encourageants de l'Ambassadeur de France en Arménie, par Marc Alenzi

Invité de TV Azadutyun (Radio-TV free Europe), Jonathan Lacôte, ambassadeur de France en Arménie, a tenu des propos d'une grande importance. Il convient de faire état des points intéressants de cette interview d'un peu plus de quart d'heure, le 23 juillet.

L'intervention de M. Lacôte donne une idée claire du positionnement de la France à l'égard du conflit du Haut karabagh et de la situation dans le sud-Caucase. Cette position a été élaborée au fur et à mesure de l'évolution de la situation dans la sous-région. D'une position de retenue au départ plaidée par le Quai d'Orsay, la France tend à s'impliquer dans une région où elle avait observé l'évolution de loin. Or, de plus en plus, elle semble vouloir accompagner un processus politique, pour mettre fin au conflit qui n'est pas encore résolu.

1- La déclaration du 9 novembre n'est qu'une étape dans le processus de résolution du conflit

L'ambassadeur a mis en avant la nécessité de tenir compte des réalités sur le terrain. A partir de là, il considère que la déclaration tripartite du 9 novembre dernier « ne règle pas tous les problèmes » créés par le conflit. La preuve en est qu'il reste encore des prisonniers arméniens en Azerbaïdjan, alors que leur sort avait fait l'objet d'un des points de ladite déclaration. L'autre problème crucial non résolu a trait à l'avenir du Haut Karabagh et c'est précisément la question du statut définitif du territoire. En effet, celle-ci est, dans le document, renvoyée au plus tard. Le ministre Sergey Lavrov avait déclaré en substance que dans le contexte post-conflit il valait mieux s'abstenir d'évoquer la question du statut.

2- La médiation de la Russie est appréciée à sa juste valeur

En dépit des lacunes soulignées dans la déclaration du 9 novembre, l'ambassadeur rappelle que l'intervention des troupes russes a permis de cesser les hostilités et d'assurer la sécurité de la population du Haut Karabagh sans laquelle cette dernière aurait quitté le pays. C'est un clin d'œil d'un co-président du groupe de Minsk à un autre co-président, en l'occurrence la Russie, pour préserver les canaux de communication d'une collaboration dans le cadre d'une réactivation prochaine du groupe. D'ailleurs, Moscou n'a jamais annoncé la fin du groupe de Minsk, alors que Ilham Aliiev, imbu de sa personne, continue de claronner qu'il a définitivement résolu le problème par la force et que le travail du groupe de Minsk est sans objet.

L'ambassadeur porte également au crédit de Moscou les décisions du 11 janvier

2021 (réunion à Moscou des trois dirigeants russe, arménien et azéri) visant le déblocage des voies de communication, ... utiles à la décrispation régionale.

3- Le groupe de Minsk, seule enceinte habilitée à traiter le conflit

On se souvient qu'au lendemain de la signature du document du 9 novembre, la France avait exprimé son mécontentement en rappelant la mission du groupe de Minsk. L'ambassadeur Lacôte précise que le groupe de Minsk est « le seul cadre acceptable ». Une telle affirmation, qui a également l'agrément de Washington, récuse en fait l'arrangement tripartite de Moscou-Ankara-Bakou qui tente de dessiner une nouvelle carte de la sous-région.

La nouvelle configuration sous-régionale ne se fera vraisemblablement pas sans l'aval de l'Occident, sommes-nous amenés à penser. Le principe de non-recours à la force pour résoudre un conflit (l'un des trois principes de Madrid agréés par les trois co-présidents) constitue un levier à utiliser pour contester la nouvelle configuration souhaitée par les alliés de circonstance que sont Moscou et Ankara dans le Sud-Caucase.

4- La France dans le rôle de médiateur

C'est au nom des relations particulières que la France entretient avec l'Arménie (liens historiques entre deux pays, membre de la francophonie, ...) que la France se propose d'intervenir comme médiateur, agissant dans les faits pour l'Occident, mais sans vouloir trop heurter Moscou. Refusant que la guerre règle le litige, elle dit prêter à « jouer un rôle en faveur de la consolidation du cessez le feu et la construction d'une paix durable ».

Comme la France parle à tous les protagonistes du conflit, elle voudrait « accompagner le processus politique pour mettre fin aux contentieux ». Sans doute les auditeurs et téléspectateurs arméniens de TV Azadutyun ont-ils hautement apprécié la réponse de l'ambassadeur à la question du journaliste concernant la demande azérie d'obtenir un corridor entre l'Azerbaïdjan et le Nakhijevan, lorsqu'il a dit, « il faut bannir le terme corridor » (référence faite au corridor de Dantzik, prétexte de Hitler pour envahir la Pologne), « pas de corridor aux dépens d'autres pays ».

A travers cette interview, on peut légitimement penser que La France, soutenue par les Etats-Unis et l'Union européenne, tend, en s'impliquant dans la sous-région, ne pas laisser le tandem russo-turc établir une zone d'influence exclusive. Son entrée dans le jeu sous-régional ne se fera pas au moyen d'un affrontement avec Moscou, mais tiendra compte des intérêts russes aussi. C'est le sens qu'il convient de donner à la réponse de l'ambassadeur de France en Arménie au journaliste au sujet de la disposition de la France à proposer une coopération en matière de sécurité avec Erevan. « la France et l'Arménie appartiennent à deux alliances stratégiques différentes ». Il est vrai que la France est membre de l'OTAN, alors que l'Arménie appartient à l'OTSC. Cependant, il est fort à parier

qu'elle restera ferme sur un certain nombre de principe.

Marc Alenzi

26 juillet 2021

5.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

[Le gouvernement arménien prend une série de mesures pour accélérer le rythme \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le gouvernement arménien prend une série de mesures pour accélérer le rythme des vaccinations

Engagé dans une course contre la montre pour prendre de court le variant delta du covid qui menace l'Arménie d'une nouvelle vague épidémique dont le pic est annoncé pour l'automne, le gouvernement arménien planche sur une série de mesures, y compris contraignantes, visant à accélérer le rythme désespérément lent des vaccinations, seules à même à ce jour d'endiguer ce rebond. "Nous travaillons actuellement sur une série de mesures restrictives, plutôt qu'obligatoires [vaccinations] qui seront présentées au public dans la seconde moitié du mois d'août", a toutefois déclaré la ministre de la santé Anahit Avanesian qui s'exprimait lundi 26 juillet devant les journalistes. "Ce virus représente un danger public et nous pouvons voir le chaos qu'il provoque dans les pays quand il est hors de contrôle", a indiqué la ministre en ajoutant : "Chaque citoyen doit apporter sa contribution à l'édifice d'une immunité collective à terme" contre le coronavirus », sans toutefois apporter plus de précision quant à la nature des mesures prévues. A. Avanesian avait fait savoir au début du mois que les autorités sanitaires pourraient contraindre certains groupes de population, comme les enseignants, à se faire vacciner, en mettant en avant le fait que les écoles auraient été les principaux foyers d'infections au coronavirus. Le premier ministre Nikol Pachinian quant à lui a à maintes reprises appelé le ministère de la santé et autres agences concernées du gouvernement à déployer davantage d'efforts pour accélérer le rythme des vaccinations. La semaine dernière, il avait préconisé au moins 5 000 vaccinations quotidiennes. On semble en être encore loin. Lundi, le ministère de la santé annoncé que 152 529 doses de vaccin seulement avaient été administrées depuis le lancement officiel de la campagne de vaccination par le

gouvernement en avril. Le 19 juillet, un peu plus de 131 000 personnes avaient reçu au moins une dose de vaccin, ce qui établit le rythme de la campagne à quelque 3 000 vaccinations quotidiennes. A ce jour, un peu moins de 5 % des 3 millions d'habitants de l'Arménie auraient donc reçu au moins une dose de vaccin. Mais les chiffres du gouvernement indiquent une accélération significative de la vaccination au cours des dernières semaines. Mais les experts de la santé appellent toutefois à la prudence, en soulignant que ce rythme est encore trop lent pour infléchir vers le bas la courbe des contaminations au COVID-19 et plus encore pour atteindre l'immunité collective espérée. Tout en reconnaissant que les réticences et les doutes de la population concernant la vaccination posent toujours problème, A. Avanesian a souligné que beaucoup d'Arméniens les ont surmontés et se montrent prêts désormais à se faire vacciner. "La grande majorité de la population estime maintenant qu'il faut être vacciné. Mais dans la mesure où le nombre de cas [du nouveau variant de coronavirus] n'est pas si élevé actuellement, ils pensent qu'ils peuvent encore attendre un peu", a indiqué la ministre. Le nombre quotidien d'infections enregistré par le ministère arménien de la santé est tombé à moins de 100 en juin, soit le plus bas niveau depuis un an, mais il est reparti lentement à la hausse en juillet. Le ministère faisait état lundi de 4 037 cas actifs de coronavirus, alors qu'il en enregistrerait 2 547 le 21 juin. « Ce rebond n'est pas drastique », a indiqué A. Avanesian en ajoutant qu'il est "plutôt graduel » et en mettant en garde contre le risque d'une nouvelle vague d'infections, dont les spécialistes attendent le pic dans la première moitié de l'automne". Les autorités arméniennes ont recensé à ce jour plus de 5 700 décès liés au coronavirus.

6. Les Nouvelles d'Arménie

26 juillet 2021

Les tirs des forces armées azéries en direction de la mine d'or de Sotk dans la région de Gegharkounik

Tôt ce matin du 26 juillet, Arman Tatoyan le défenseur des droits humains en Arménie a reçu des appels de villageois Arméniens frontaliers, indiquant que les forces azéries tiraient en direction du village arménien de Gaghamasar près du site d'extraction minière (or) de Sotk dans la région de Gegharkounik.

Selon ces témoignages recueillis, les tirs provenaient d'armes de différents calibres, en plus des positions des forces armées arméniennes, ils visaient également la direction de la mine de Sotk. Les coups de feu étaient clairement audibles dans le village de Sotk et dans d'autres parties du village de Geghamasar. Selon certains témoignages les employés de la mine de Sotk avaient été évacués en raison des tirs des forces armées azéries et de la situation tendue provoquée par celles-ci.

« Le fait que GeoProMining Gold ait été contraint de fermer la mine du jour au lendemain en raison de la fusillade indique que les forces armées azéries ont entravé les activités légales de l'entreprise, violé de manière flagrante les droits de ses employés et constitué une menace réelle pour la vie humaine » affirme Arman Tatoyan dans un communiqué.

Krikor Amirzayan

7.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

[Tensions persistantes aux frontières de l'Arménie – Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Tensions persistantes aux frontières de l'Arménie

Les tensions restent vives aux frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, contraignant parfois le gouvernement arménien à faire entendre sa voix, pour empêcher la diffusion de rumeurs entretenant la crainte d'une nouvelle offensive des forces de Bakou. Vendredi 23 juillet, les zones frontalières de la province de Gegharkunik, au sud-est du lac Sevan, étaient une fois encore le théâtre d'escarmouches, fréquentes depuis que l'armée azérie a fait irruption, sans combattre, début mai, dans une section de la frontière, comme plus au sud, dans la province de Syounik. L'étroite chaîne de montagnes bordant la rive orientale du lac Sevan est redevenue une frontière, au tracé controversé et d'autant plus menaçante depuis que l'armée azérie a pris position sur la ligne de crête à la faveur de sa victoire dans la dernière guerre du Karabagh de l'automne 2020, qui permettait à Bakou de reprendre le contrôle du très stratégique district de Kelbajar, s'étendant entre l'Arménie et le Haut Karabagh proprement dit, que les Arméniens contrôlaient jusque là. C'est justement aux confins du territoire de l'Arménie et de ce district de Kelbajar (Karvachar) que les forces arméniennes et azéries se sont affrontées vendredi. Deux villages de la province de Gegharkunik ont été la cible des tirs azéris, provoquant une riposte arménienne qui aurait

coûté la vie à un soldat azéri. Le maire de la commune de Geghamasar, Hakob Avetian, a indiqué qu'il avait entendu des tirs intenses plusieurs heures durant qui ne se sont arrêtés que dans la soirée. Il a rappelé que des tirs s'étaient fait entendre quelques jours avant dans le même secteur. Le ministère azerbaïdjanais de la défense a indiqué pour sa part que l'un de ses soldats déployés dans la zone frontière avait été tué par le tir d'un sniper arménien dans la soirée de vendredi. Les autorités militaires arméniennes ont démenti avec véhémence les allégations de Bakou selon lesquelles la partie arménienne aurait provoqué ces "échanges de tirs intenses". Elles expliquent que les forces stationnées aux frontières n'avaient ouvert le feu qu'après que trois soldats arméniens eurent été blessés par les tirs azéris. Ce nouvel incident est intervenu sur l'une des nombreuses sections de la frontière militarisée où les troupes azéries avaient avancé de quelques kilomètres en territoire arménien et y avaient occupé de nouvelles positions à la mi-mai, sans que les forces arméniennes, qui leur font face depuis, ne leur aient opposé de résistance. Le gouvernement arménien de N.Pachinian a été accusé depuis à plusieurs reprises de passivité face aux provocations militaires arméniennes, compromettant ainsi la sécurité des provinces méridionales de Geghargounik et de Syounik, devenues très vulnérables. Par cette riposte, l'armée arménienne entend montrer qu'elle ne restera pas indifférente aux nombreuses violations de la trêve signée le 9 novembre 2020, comme celle qui avait coûté la vie, le 14 juillet, à un soldat arménien cette fois, victime de tirs azéris sur une section de la frontière entre la province arménienne d'Ararat et l'enclave azérie du Nakhitchévan. Les échanges de tirs s'étaient poursuivis dans cette zone jusqu'au 20 juillet, laissant prise aux rumeurs les plus alarmistes. De même, vendredi, c'est un drone azéri qui aurait violé l'espace aérien de l'Arménie, déclenchant un vent de critiques contre le gouvernement arménien qui assurera que, contrairement à certaines rumeurs, les forces aériennes avaient repoussé le drone.

8.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

[Un soldat Arménien est mort en Artsakh – Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com/fr/un-soldat-armenien-est-mort-en-artsakh)

Un soldat Arménien est mort en Artsakh

Hier soir, lundi 26 juillet, vers 22h26, au poste de garde d'une des unités militaires situées en direction nord, un soldat Arménien de 19 ans de l'Armée de la Défense de l'Artsakh a été mortellement blessé. Le soldat mort est Sargis

Grigoryan indique le service de presse de l'Armée de défense de la République de l'Artsakh. Une enquête est en cours pour connaître les conditions dans lesquelles le soldat Arménien a trouvé la mort. Le ministère de la Défense de la République de l'Artsakh a exprimé son soutien aux membres de la familles et proches du soldat disparu.

Krikor Amirzayan

9.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

Bakou exclut un statut pour le Karabakh

La porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Leyla Abdullayeva, a exclu un statut pour le Karabakh.

Dans une déclaration publiée le 24 juillet, Abdullayeva a déclaré que ceux qui veulent soulever artificiellement la question du « statut du Haut-Karabakh » doivent comprendre une fois pour toutes qu'il n'y a pas de question de « statut », tout comme il n'y a pas de « Nagorno-Karabakh ».

Elle a rappelé que l'oblast autonome du Haut-Karabakh a été légalement aboli par l'Azerbaïdjan en novembre 1991 et que les régions économiques du Zangazur oriental et du Karabakh ont été créées par décret présidentiel le 7 juillet 2021. Elle a ajouté que le Karabakh faisait partie intégrante de l'Azerbaïdjan et des Arméniens de souche peuvent y vivre en tant que citoyens azerbaïdjanais.

Commentant la région de Zangazur, Abdullayeva a déclaré que, comme d'autres parties de l'Arménie moderne, Zangazur a été un sol azerbaïdjanais historique, d'où les azerbaïdjanais ethniques ont été expulsés.

Abdullayeva a souligné que l'Azerbaïdjan a atteint ses frontières et s'y renforce. Cependant, l'Arménie, en tant qu'agresseur, manque de respect au droit international depuis des décennies et ne veut plus faire face aux réalités de l'après-guerre.

Répondant à l'accusation de l'Arménie concernant « l'aggravation de la situation humanitaire » par l'Azerbaïdjan, Abdullayeva a déclaré que toutes les conditions nécessaires ont été créées pour le transport de l'aide humanitaire à travers le territoire de l'Azerbaïdjan. À son tour, l'Arménie fait obstacle à la visite d'une mission dans la région, qui a été convenue avec les organisations humanitaires internationales.

En fin de compte, le porte-parole azerbaïdjanais a rappelé que l'utilisation de la force illégale était un obstacle à la paix et à la sécurité dans la région, ce qui est

mis en œuvre par l'Arménie depuis des décennies. Elle a ajouté que l'Azerbaïdjan a libéré ses territoires conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international humanitaire, a assuré son intégrité territoriale et s'emploie actuellement à assurer la paix et le progrès dans la région.

10.Les Nouvelles d'Arménie

26 juillet 2021

120 000 Arméniens vivent aujourd'hui en Artsakh

La ministre du Travail de la République d'Artsakh, Mane Tandilyan a précisé sur sa page Facebook que plus de 120 000 Arméniens vivent aujourd'hui en Artsakh soit 80% de la population d'Artsakh d'avant-guerre 2020.

La ministre, en charge également des questions migratoires, souligne également que « la vie suit son cours en Artsakh grâce à de nombreux projets sociaux, éducatifs et culturels ».

Rappelons que seules les populations des régions d'Artsakh, aujourd'hui sous occupation azerbaïdjanaise, ne sont pas encore retournées en Artsakh, le gouvernement de la République mobilisant toutes les forces pour assurer des logements à ces quelque 27 000 personnes.

Le président azerbaïdjanais avait déclaré quelques heures plus tôt que seuls 25 000 Arméniens vivaient en Artsakh et qu'il était insensé de discuter de quelque statut pour si peu.

11.Les Nouvelles d'Arménie

26 juillet 2021

[Climat de tension extrême dans la région - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Climat de tension extrême dans la région

Dans une interview accordée à la télévision publique d'Artsakh, le ministre des Affaires étrangères de l'Artsakh (Nagorno-Karabakh), David Babayan, a mis en garde l'Azerbaïdjan contre le déclenchement d'une autre guerre, affirmant que ce serait également une guerre contre la Russie.

Il a dit que son opinion est que l'Azerbaïdjan n'est pas prêt à faire la guerre contre la Russie et qu'il n'en a pas besoin. Selon Babayan, en cas de nouvelle guerre, la population arménienne locale tiendra jusqu'au bout, « parce que nous n'avons nulle part où aller ».

« Par conséquent, la probabilité d'une guerre ici est si faible que dans un avenir proche, du moins, il ne faut pas s'y attendre. Mais en répandant des rumeurs, en prétendant le contraire, la partie azerbaïdjanaise essaie de forcer l'exode de la population arménienne d'ici, afin que les gens se sentent constamment en danger, qu'ils ne soient pas sûrs de l'avenir. Par conséquent, il est nécessaire de traiter toutes les rumeurs en conséquence », a-t-il souligné.

Le ministre des Affaires étrangères de l'Artsakh a noté que tant que les soldats de la paix russes sont en Artsakh, une guerre à grande échelle est tout simplement irréaliste.

« Je pense que les casques bleus russes resteront ici assez longtemps, car il sera irréaliste de régler le conflit azerbaïdjanais-Karabakh dans les cinq prochaines années. Et s'il n'est pas réaliste de résoudre le conflit, alors la mission de maintien de la paix doit continuer », a déclaré Babayan.

« Si nous menons une politique normale et correcte, si notre construction de l'État et notre politique étrangère sont correctes, il y a toutes les conditions préalables pour que le Karabakh vive, se renforce et prospère », a-t-il résumé.

Arka

Le ministre d'État de la République d'Artsakh Artak Beglaryan a commenté les déclarations du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev concernant le statut de l'Artsakh, le nombre d'Arméniens vivant en Artsakh et d'autres questions, déclarant que le dirigeant azerbaïdjanais falsifie l'histoire.

Le ministre d'Etat a noté que l'Artsakh est arménien depuis des millénaires et le restera pour toujours, ajoutant qu'avec de telles déclarations, le président azerbaïdjanais vise une fois de plus à tromper sa société et le public international.

« Les Aliyev sont venus et ont traversé le chaos des siècles, mais l'Artsakh arménien a toujours tenu bon », a déclaré Artak Beglaryan.

« Aliyev a encore une fois « raison » lorsqu'il dit qu'il n'y a pas de territoire en Azerbaïdjan nommé Nagorno Karabakh. Oui, le Haut-Karabakh est hors du territoire azerbaïdjanais, n'a jamais été et ne sera pas sur le territoire azerbaïdjanais. Ses affirmations sur le statut de l'Artsakh ne sont que des démonstrations d'auto-tromperie et de mensonges, car quels que soient les pertes et les défis, la République d'Artsakh (Nagorno Karabakh) fonctionne pleinement comme avant la guerre. Nous avons développé des institutions et des attributs de l'État et une volonté ininterrompue de les développer et de les renforcer. Et le peuple et les autorités de l'Artsakh n'accepteront jamais aucun statut de facto ou de jure en Azerbaïdjan, et nous parviendrons à la reconnaissance internationale de notre indépendance avec un combat constant », a-t-il déclaré.

Le ministre d'Etat a ajouté que l'autre affirmation d'Aliyev selon laquelle 25 000 personnes vivent actuellement en Artsakh est un autre mensonge car près de 115 000 à 120 000 personnes vivent en Artsakh.

Armenpress

Aliyev tente à tout prix de susciter le désir des Azerbaïdjanais « réinstallés » de retourner dans les territoires du Haut-Karabakh, qui ont été occupés en 2020 pendant la guerre de 44 jours.

Cependant, malgré les gros investissements financiers réalisés dans ces territoires, les descendants d'Azerbaïdjanais de la première guerre du Karabakh ne sont pas si pressés d'y retourner.

Cela est dû au fait qu'a grandi une génération qui n'a pas été « déplacée », comme les appelle Aliyev, puisqu'ils sont nés à Bakou et dans d'autres régions d'Azerbaïdjan. Pourquoi ont-ils besoin du passé de leurs grands-pères, si aujourd'hui cela coûte la vie à des milliers de jeunes parents, amis et collègues ?

C'est une histoire qu'ils veulent oublier plus vite, malgré le fait que les autorités continuent de semer la haine contre le peuple arménien et ne manquent pas l'occasion de faire de nouvelles déclarations militantes.

Les soldats azerbaïdjanais qui ont participé à la guerre de 44 jours sont nés dans les années 90 ou avant, et à part les histoires racontées par leurs parents et grands-pères, ils n'ont rien en commun avec Shushi ou toute autre ville, contrairement aux Arméniens qui ont été forcés de quitter leur territoire et leurs maisons à cause de la guerre.

Aliyev a sacrifié la vie de plusieurs milliers de personnes, le même nombre de résidents arméniens pacifiques sont devenus des réfugiés, mais les troubles ne s'arrêtent pas là. Des milliers d'Azerbaïdjanais devraient quitter leurs maisons à Bakou ou dans d'autres villes où ils sont nés, ont grandi et vivent, et viennent vivre dans les territoires occupés.

Le peuple azerbaïdjanais ordinaire est bien conscient que ce ne sont pas leurs territoires. Ils n'ont pas de maison là-bas, ils n'ont rien à voir avec ces lieux, et naturellement personne ne s'y installera volontairement pour y vivre.

Lragir

12.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

[Le villageois Arménien de Machkalachen \(Artsakh\) capturé par les soldats \(...\) – Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le villageois Arménien de Machkalachen (Artsakh) capturé par les soldats Azéris a été battu par ces derniers puis remis à la partie arménienne

Un villageois de Machkalachen près de Martouni en Artsakh, un éleveur de 32 ans qui avait franchi la zone de contact arméno-azérie alors qu'il promenait ses vaches dans une prairie, capturé par les soldats Azéris a été victimes de violences de la part de ces derniers. L'homme a été battu par les militaires Azéris avant d'être remis aux Arméniens par l'intermédiaire des forces russes chargées du maintien de la paix en Artsakh.

L'information a été communiquée par Gegham Stepanyan le défenseur des droits humains de l'Artsakh. Un examen médical de l'homme a révélé les traces de ces violences physiques sur cet villageois arménien par les Azéris. Il fut notamment blessé à la jambe droite, battu et ses vêtements furent déchirés.

Le responsable des droits humains en Artsakh affirme que les Azéris continuent leur comportement agressif contre la population civile arménienne et ne manquent pas l'occasion de les torturer et de les humilier. Il attire l'attention des organisations internationales -souvent muettes il faut le dire- pour condamner ces agissements inhumains de l'Azerbaïdjan. Des Azéris qui sont inspirés dans cette haine et cette violence...par leur président Aliiev !

Krikor Amirzayan

13.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

[Un représentant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe \(APCE\) \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Un représentant de l'Assemblée

parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) visite Bakou en vue d'un rapport sur « les conséquences humanitaires » de la guerre

Paul Gavan, représentant irlandais de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) effectue une visite de deux jours, du 26 au 28 juillet, en Azerbaïdjan, au nom de la Commission sur la migration, les réfugiés et la population de l'APCE en vue de recueillir des informations pour la préparation de son rapport sur "les conséquences humanitaires du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan". Dans cet objectif, il doit rencontrer des parlementaires, dont le président de l'Assemblée nationale (Milli Mejlis), ainsi que des représentants de différents ministères en charge des questions humanitaires liées au conflit. Au cours de sa visite, il devrait aussi recueillir les témoignages de « personnes déplacées », ou plutôt des descendants des habitants azéris qui avaient été chassés de la zone du conflit par la première guerre du Karabagh (1988-1994) et que le président azéri Ilham Aliév compte bien attirer en nombre dans les territoires dont l'armée de Bakou a repris le contrôle à la faveur de la dernière guerre de l'automne 2020, à coup d'investissements massifs ou par la contrainte, dont sait user son régime autoritaire. Nul doute que le Commissaire aux droits de l'homme de l'Azerbaïdjan que rencontrera aussi le délégué de l'APCE lui servira le discours maintes fois entendu sur l'impatience des « personnes déplacées » azéries de retourner dans leurs « terres ancestrales libérées des Arméniens », sans s'attarder sur le sort des Arméniens chassés de Chouchi, Hadrout et autres territoires du Karabagh occupés depuis novembre 2020 par l'armée azérie, Arméniens dont le président Aliév affirmait il y a peu encore qu'ils n'avaient pas leur place au Karabagh, « territoire azéri » selon lui et dont le statut aurait été réglé par la victoire azérie dans la dernière guerre. Un discours que ne devrait pas non plus manquer de lui servir les représentants d'une société civile muselée et gorgée de propagande haineuse à l'encontre des Arméniens, que le pouvoir azéri voudra bien lui faire rencontrer. La visite en Azerbaïdjan de P. Gavan est censée lui permettre de mieux comprendre le rôle et la contribution des organisations internationales travaillant sur la question humanitaire en Azerbaïdjan, dont le Comité international de la Croix rouge (CICR) et le Haut

Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (UNHCR). P. Gavan s'est déjà rendu en Arménie en mai dans le cadre de cette mission en vue de la préparation de son rapport. Depuis, les tensions se sont aggravées à la frontière de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, agitant la menace de nouveaux combats et de nouveaux exodes des populations locales. P. Gavan devrait poursuivre ses travaux durant l'été afin de soumettre en septembre son rapport à l'attention de l'APCE dont on peut espérer qu'après de nombreux témoignages et rapports dénonçant l'influence néfaste qu'exerçait sur plusieurs de ses membres, le clan Aliev au pouvoir à Bakou, elle sera moins sensible à la « diplomatie du caviar »...

14.Les Nouvelles d'Arménie

27 juillet 2021

Aliyev a reçu une délégation dirigée par le premier vice-président de l'AKP

Le 26 juillet, le président azéri Ilham Aliyev a reçu une délégation dirigée par le premier vice-président du Parti de la justice et du développement de Turquie, Numan Kurtulmus.

Les parties ont salué le développement réussi des relations amicales et fraternelles entre l'Azerbaïdjan et la Turquie dans tous les domaines. Le rôle particulier des contacts réguliers entre les chefs d'Etat dans le développement des relations bilatérales a été souligné lors de la réunion.

Ils ont discuté des questions de coopération entre le Parti du nouvel Azerbaïdjan et le Parti de la justice et du développement. Le rôle important des relations entre les parties dans le développement des relations bilatérales a été souligné. L'importance des visites mutuelles de représentants de diverses institutions des deux pays a également été soulignée lors de la réunion.

Les parties ont échangé des vues sur les perspectives de coopération et ont exprimé leur confiance que les relations entre les deux pays continueraient à se développer.

15.Le Monde

27 juillet 2021

par Ghazal Golshiri

LES IRANIENS SE FONT VACCINER CONTRE LE COVID-19 EN ARMÉNIE

Dans la salle à manger de l'hôtel Congress, à Erevan, en cette fin du mois de juin,

un joyeux brouhaha résonne en langue persane parmi les clients prenant le petit déjeuner. Entre les convives, majoritairement iraniens, nul besoin de se connaître pour entamer la conversation. Les liens se tissent rapidement et les conseils s'échangent : comment et où se faire vacciner ? A quels effets secondaires s'attendre après la piqûre ? Quel médicament prendre pour arrêter la fièvre et les frissons ? « *Je suis complètement courbaturée. Mais mon mari brûlait de fièvre hier soir. C'est pour ça que je ne me plains pas* », s'exclame Mina, une Iranienne aux longs cils artificiels, assise face à son mari, Houman, qui sirote son café.

Promouvoir le tourisme

Alors que la campagne vaccinale en Iran piétine, de nombreux Iraniens se rendent en Arménie voisine, où ils n'ont pas besoin de visa, pour se faire vacciner contre le Covid-19. Dans ce petit pays de trois millions d'habitants, meurtri par une guerre avec l'Azerbaïdjan en 2020, peu de gens sont convaincus de la nécessité de se faire vacciner. Les dirigeants arméniens ont donc décidé, dans le but de promouvoir le tourisme, d'écouler leurs doses de vaccins en trop - l'anglo-suédois AstraZeneca, le chinois Sinovac et le russe Spoutnik V - en ouvrant la vaccination aux voyageurs étrangers. Gratuitement.

Mina et Houman ont payé un Arménien pour qu'il les guide dans les démarches. Il est venu les chercher la veille à l'hôtel, avec une dizaine d'autres Iraniens, et a tout arrangé pour qu'ils soient vaccinés avec le vaccin AstraZeneca dans une clinique d'Erevan. « *On a payé 50 dollars [42 euros] par personne. C'était plus simple que d'aller faire la queue comme tout le monde* », glisse Houman, qui passe le numéro de l'entremetteur arménien à une jeune Iranienne, assise à la table d'à côté.

Un peu plus loin, d'autres Iraniens se donnent rendez-vous une demi-heure plus tard pour aller ensemble au centre-ville où une ambulance, stationnée sur Northern Avenue, sert de centre de vaccination de midi à vingt heures. Un peu après midi, les responsables de l'ambulance ont déjà collecté les passeports de cinquante personnes, toutes iraniennes, les premières arrivées. Assise à une table, une infirmière inscrit les informations de ceux qui reçoivent leur dose sur un certificat, avec mention de la date et du nom du vaccin. Le passeport de Behnam, un Iranien de 27 ans, trône dans la pile des « *chanceux* ». Il est arrivé la veille et reste trois jours.

Pour la suite de cet article veuillez consulter la pièce jointe.

16.Libération

26 juillet 2021

HAMIT BOZARSLAN « LES ANTI-DÉMOCRATIE DÉFINISSENT LA POLITIQUE COMME UNE ACTIVITÉ DE GUERRE »

Dans son dernier ouvrage, l'historien et sociologue Hamit Bozarslan brosse un portrait des similitudes des régimes politiques en place en Iran, Turquie et Russie.

Après la chute de l'Union soviétique, le triomphe s'annonçait parfait : Bruxelles et Washington proclamaient la fin des idéologies et la démocratie libérale comme horizon indépassable. C'était ignorer les recompositions profondes en cours dans certains Etats bousculés par le XXe siècle et devenus aujourd'hui des acteurs proéminents sur la scène internationale et notamment au Moyen-Orient : la Turquie, l'Iran et la Russie. Malgré leurs différences, l'historien et sociologue directeur d'études à l'EHESS Hamit Bozarslan montre dans son dernier ouvrage *l'Anti-démocratie au XXIe siècle. Iran, Russie, Turquie* (CNRS Editions) des similitudes structurelles entre ces trois régimes : une commune détestation de la démocratie occidentale, un système centré autour d'un leader suprême et une profonde nostalgie d'empire. Or, les choix de ces «anti-démocraties» ne sont pas sans conséquences, tant sur le plan international qu'au cœur même de nos systèmes politiques.

Pour la suite de cet article veuillez consulter la pièce jointe.

17.Le Courriel d'Erevan

26 juillet 2021

[La CEC arménienne publie les résultats définitifs des élections parlementaires anticipées \(courrier.am\)](#)

La CEC arménienne publie les résultats définitifs des élections parlementaires anticipées

La Commission électorale centrale d'Arménie a approuvé les résultats définitifs des élections législatives.

Ainsi, la 8ème Assemblée nationale sera composée de 107 députés. Le parti au pouvoir, Contrat civique, sera représenté par 71 députés, tandis que le bloc d'opposition Hayastan (Arménie), arrivé deuxième aux élections, recevra 29 mandats. En troisième position, on retrouve le bloc J'ai l'honneur avec sept mandats.

Trois des députés de la faction au pouvoir représentent des minorités nationales, et un autre représentant était dans la faction du bloc Hayastan. La présence des minorités nationales au parlement est exigée par le code électoral.

18.EVN REPORT

25 juillet 2021

By Tigran Amiryan

[Meghri: A Fuselage of Memory \(evnreport.com\)](http://evnreport.com)

Meghri: A Fuselage of Memory

The photograph opening this article represents the Meghri airport in the 1980s, and is taken from the [Facebook group](#) of Meghri natives (Meghrians). Under each photograph we find the memories of the natives of Syunik about the city and themselves – about the past that spreads beyond the borders of the photographic image.

Meghri's airport is a building of the late Soviet period, the construction of which in the 1970s presented great challenges, even before it began; the complex mountainous terrain did not allow a plot of flat land on which the runway could be built. When the airport was finally completed in 1985, it marked a victory for Armenian builders and officials over nature and, to a lesser extent, the bureaucratic mechanism of Soviet power. Nevertheless, the airport's lifespan was less than the time it took to build it. It stopped operating during the dark years of the Soviet Union's collapse and the outbreak of the First Karabakh War. The trajectory of the Meghri Airport was but a brief moment – located in-between the lightning-fast decline of the Soviet present and the future independent state of Armenia. It was sunk into darkness, just like celluloid film is sunk, in order to later be developed and become a carrier for some fragment of the irreversibly lost past. Most of these things, which lie outside of the photographic frame, are quickly forgotten. What remains in memory is what the locals experienced in their personal realm

"The ticket [to Yerevan] was 25 rubles. You could get to the capital city in 25 minutes. True it was like an *araba*[1]," remembers one of the locals, commenting under the photograph on the Facebook page.

Another commentator corrects him.

"The helicopter would reach Yerevan in an hour or an hour and ten minutes."[2]

Some members of the group remember the failures of the late-Soviet technological achievements.

"For security, they had put a latch on the door from the inside so that it would not suddenly open mid-air. And after landing, the Kukuruznik [Antonov An-2 aircraft] was chained to a special ground fixture, so that the wind would not blow it away. It is a windy place."

The fact that the photos depict a past that has been sharply disconnected from the present, is made apparent not only by the monochrome look of the images, but also the lengthy commentaries about the pictured aircraft's technical

specifications or the cost of the ticket in Soviet rubles. The photo becomes a kind-of Bickford fuse that detonates countless memories, and brings up from this wreckage, the common layer of memory, the vein of collective memory - the memory of Place, of Meghri.

"I went to Yerevan with the last helicopter. After that, there were no other flights to come back with...." and the chain of comments below the photograph ends, to give place to other photos and other chains of memory.

The Facebook group "[Old Meghri and the Meghrians](#)" contains hundreds of carefully collected and scanned old photographs. The page was created in 2014 by Pap Ohanyan from Meghri. In seven years, 'Old Meghri's' archive has been regularly updated with photographs and documentary materials. It currently features over 1500 historical images. There are 3400 users in the group - approximately the size of Meghri's population today. Although the group is open, there are almost no non-Meghri natives there, according to the group's founder. It is more active than the official pages of many institutions, but at the same time it is also isolated, living a separate life, disconnected from the rest of the digital world. Nestled in the far south of the country, Meghri exists in almost the same way.

Time and place; this is what one involuntarily begins to think about while examining the photograph of the plane. Each picture uploaded in the group seems to be a magical portal into a novelistic space-time, which takes the viewer from the documentary context into the world of the imagination.

Veillez consulter la suite de cet article en cliquant sur le lien suivant :

[Meghri: A Fuselage of Memory \(evnreport.com\)](#)